



PROVOQUER LE CONTRE-EXODE POUR DECLENCHER LE DEVELOPPEMENT LOCAL : ETUDE DE CAS DU CAZA DE AKKAR AU LIBAN

Chadi Khneyzer, Myriam Donsimoni

► To cite this version:

Chadi Khneyzer, Myriam Donsimoni. PROVOQUER LE CONTRE-EXODE POUR DECLENCHER LE DEVELOPPEMENT LOCAL : ETUDE DE CAS DU CAZA DE AKKAR AU LIBAN. 52ème colloque de l'Association de Science Régionale de Langue Française: "Territoires méditerranéens : agriculture, alimentation et villes", Association de Sciences Régionale de Langue Française (ASRDLF), Jul 2015, Montpellier, France. hal-01348025

HAL Id: hal-01348025

<https://hal.science/hal-01348025>

Submitted on 22 Jul 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



PROVOQUER LE CONTRE-EXODE POUR DECLENCHER LE DEVELOPPEMENT LOCAL : ETUDE DE CAS DU CAZA DE AKKAR AU LIBAN

Chadi KHNEYZER, PACTE-UMR 91-54
Myriam DONSIMONI, PACTE-UMR 91-54
Contact : chadikhneyzer@gmail.com

Résumé

Un phénomène de contre-exode s'observe depuis une dizaine d'années dans trois régions dynamiques du Liban, le Sud, la plaine de la Bekaa et le Mont Liban. Ce constat a aiguisé notre intérêt sur les raisons qui motivent ce contre-exode et a induit plusieurs questionnements : quels sont les facteurs d'attractivité territoriaux dans les zones concernées qui expliquent cette mobilité en sens inverse ? Par quels mécanismes cette attractivité est-elle effective ? Notre objectif est de distinguer les différentes « recettes » et d'en étudier la répliquabilité ou l'adaptabilité à l'une des régions les plus défavorisées du Liban, le *caza* de Akkar qui, *a contrario*, souffre d'un immobilisme tant sur le plan économique que démographique. Les mécanismes à l'œuvre sont divers et variés, à l'image du pays ; il convient d'en repérer un, susceptible de faire émerger de nouvelles opportunités notamment dans les secteurs agricoles et agroalimentaires, dans la mesure où la région de Akkar est principalement rurale.

Mots clefs: exode, contre-exode, développement local, Liban.

Introduction

Le peuple libanais est le résultat de multiples immigrations (Dumont, 2005) qui débutèrent au VII^{ème} siècle (invasion arabe en 628) et s'observent encore aujourd'hui avec l'arrivée des réfugiés syriens. Le Liban est une terre d'accueil des minorités opprimées qui, au fil des siècles se sont regroupées en communautés. Pour se faire entendre et continuer d'exister, ces communautés ont, selon les événements, entretenus des liens avec d'autres pays (soutien de la France à l'église maronite par exemple). Bien qu'il se soit bâti sur l'immigration, le Liban est aussi caractérisé par des vagues d'émigration importantes¹, souvent liées aux conditions économiques difficiles mais aussi aux nombreux conflits qui ont marqué le pays. Le peuple libanais est donc par essence ouvert sur le monde. Mais le phénomène qui nous intéresse dans cette étude est lié aux mouvements internes au pays et concerne le retour des Libanais dans les campagnes.

Alors que partout dans le monde, le nombre de villes et de régions métropolitaines augmente, que leurs influences s'affirment dans les modes de vie et les mobilités, le Liban assiste depuis une dizaine d'années à un phénomène assez unique que l'on peut qualifier de "contre-exode" et ce, dans trois régions caractéristiques : le Sud, la plaine de la Bekaa et le Mont Liban. Beyrouth fut pendant longtemps le lieu de convergence des vagues d'émigration et est incontestablement le centre névralgique du pays. L'agglomération comprend un peu moins de 2 millions d'habitants, soit presque la moitié de la population libanaise évaluée en 2013 à 3,6 millions d'habitants. Cette hyper concentration pose tous les problèmes liés à la surpopulation : pollution, gestion du trafic et du réseau routier, logement, inégalités, insécurité... Aussi le mouvement inverse qui s'observe est-il indispensable pour désengorger Beyrouth mais également pour donner un élan nouveau aux activités agricoles et au secteur agroalimentaire dans les régions intérieures du pays.

Comprendre les raisons qui motivent ce contre-exode et repérer les facteurs d'attractivité territoriaux qui expliquent cette mobilité en sens inverse (1), nous permettra de cerner les mécanismes qui sous-tendent ce phénomène de contre exode dans les trois régions concernées : le Mont Liban, la plaine de la Bekaa et Liban Sud. Plusieurs éléments de contexte seront pris en compte : les conditions géographiques, topologiques et climatiques, les fondements historiques, sociaux et religieux, les activités économiques spécifiques et les caractéristiques des mouvements migratoires. Il en sortira un modèle pour chaque région que nous pourrons dans un second temps comparer avec celui du *caza* de Akkar, au nord du Liban, à la frontière avec la Syrie, une des régions les plus pauvres du pays et où, *a contrario*, certains villages se vident de leur population. L'objectif est d'envisager les opportunités de reproduction ou d'adaptation d'un modèle dans une perspective de développement local durable.

Le Liban a souffert de nombreuses guerres (1920, 1975, 1990, 2006) qui expliquent les mouvements d'exode. Nous en présenterons les grandes tendances mais le phénomène que nous analysons dans cette étude est celui observé depuis le début des années 2006 jusqu'à aujourd'hui. Le problème des réfugiés Syriens au Liban actuellement ne sera pas abordé dans le détail dans

¹ Voir à sujet une étude réalisée par le Lebanese Information Center, le 14 janvier 2013, intitulée « La Réalité Démographique Libanaise ».

cette étude dans la mesure où son impact sur les différentes régions ne peut être appréhendé sans un recul suffisant que nous ne pouvons avoir dans la mesure où le conflit syrien n'est pas terminé. D'ores et déjà, les réfugiés principalement regroupés dans la Bekaa et au nord du Liban (Akkar) créent une concurrence déloyale en acceptant des salaires très bas compensés par des aides de différents donateurs internationaux alors que le taux de chômage au Liban est actuellement de 21% dont 34% pour les jeunes².

1- Les mécanismes du contre exode

Lorsqu'il est créé en 1920 sous mandat français, le Grand Liban, indépendant de la Syrie, est constitué de cinq gouvernorats³ (*mohafazats*) : Beyrouth, le Mont-Liban, Liban Nord, la Bekaa et Liban Sud. Ces cinq départements, à l'image du pays, furent marqués par des vagues d'émigration et d'immigration importantes. Le développement de Beyrouth dans la seconde moitié du XIX^e siècle va attirer les populations de tout le Liban et plus largement de toute la région du Moyen orient (Arméniens, Kurdes, Palestiniens, Syriens) puisque dans les années 60, les arrivées à Beyrouth sont cinq fois plus importantes que les départs. En 1975, 30% de la population libanaise est étrangère et à Beyrouth, 40%. La guerre qui débute en 1975 va se traduire par l'exil et le déplacement de 847 000 personnes, environ 170 000 familles jusqu'en 1990 (Labaki et Abourjaïli, 1995).

Ce n'est qu'à partir de 1991 que les autorités officielles appellent les personnes en exode à rentrer au Liban et dans leur village après que l'armée libanaise eut sécurisé les lieux. Les efforts les plus importants furent déployés pour Beyrouth et le Mont Liban mais c'est dans le Sud que le taux de retour fut le plus rapide et le plus important, estimé à 75%. Un intérêt moindre fut accordé aux déplacés des autres *mohafazats* et certaines familles du Nord et de la Bekaa choisirent de demeurer dans leurs nouveaux lieux de résidence (la diaspora libanaise est répartie un peu partout dans le monde). Par ailleurs, alors que les Chrétiens constituaient 81% des personnes déplacées, les sommes dépensées par la Caisse des déplacés et le ministère, jusqu'à fin juin 1997, étaient de 43,4% pour les Chrétiens, contre 56,6% pour les Musulmans. Si on y ajoute les sommes payées par "Solidere" et "Elissar" pour les évacuations, la part consacrée aux Chrétiens tombe à 30%, contre 70% pour les Musulmans. Il en résulte que les communautés chrétiennes sont revenues moins facilement dans leur région d'origine.

Les régions bénéficiaires de ce retour et des migrations internes depuis le début des années 2000 sont les villes du littoral et certaines villes de l'intérieur comme Baalbek et Hermel (Verdeil et al., 2013). De façon surprenante, dès 2004, Beyrouth n'apparaît plus dans les destinations privilégiées des migrations intérieures. La ville centre est saturée, les régions périphériques ont pris le relais et on assiste même aujourd'hui à une reprise des migrations intérieures vers le centre du pays.

² D'après le ministère du travail en 2015

³ Les 5 gouvernorats de l'indépendance (1943) deviennent 6 quand Nabatieh est détachée du Liban-sud en 1983.

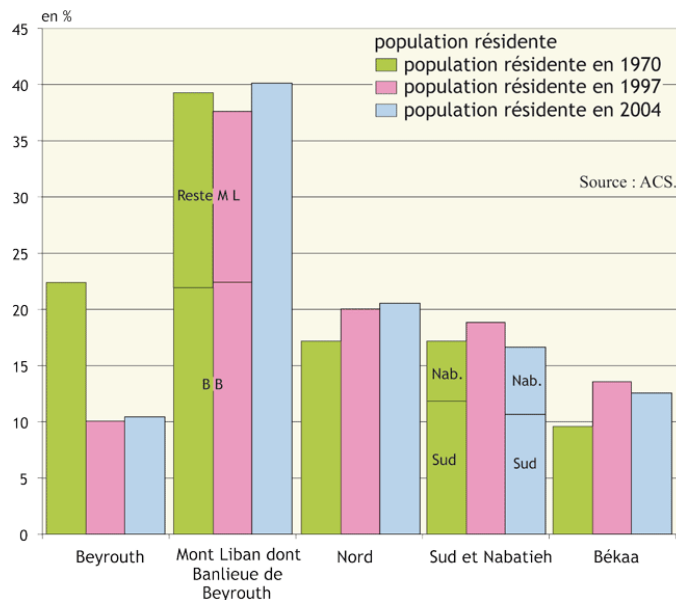


Figure 1 : Évolution de la répartition régionale de la population (1970-2004).

Examinons plus en détail la situation des *mohafazats* libanais du Mont Liban, de la plaine de la Bekaa et de Liban Sud (Al Janoub et Nabatyeh) et du Liban Nord, pour tenter de comprendre les contextes et mécanismes susceptibles d'expliquer les diverses dynamiques à l'œuvre. Les différentes situations invitent à considérer les facteurs de contingence spécifiques à ces gouvernorats. Nous avons regroupé ces facteurs en quatre grandes catégories : les conditions géographiques, topologiques et climatiques, les fondements historiques, sociaux et religieux, les activités économiques spécifiques et les vagues d'exode et de contre-exode.

1.1 Le Mont Liban

1.1.1 Les conditions géographiques, topologiques et climatiques

Cette chaîne de montagne qui traverse pratiquement tout le pays du nord au sud, resta peu peuplée pendant de longues années, offrant au pays sa principale source de richesse : le bois de ses célèbres cèdres. Le peuplement du Mont Liban se fit au fur et à mesure des différentes dominations que subit le pays. La montagne devint le refuge des communautés minoritaires persécutées et marginalisées et, en raison des conditions de vie difficiles, les villageois ont développé entre eux des comportements de coopération et de solidarité.

1.1.2 Les fondements historiques, sociaux et religieux

Cette population s'organisa en un tissu très diversifié de clans et de familles autour de deux communautés sociales et religieuses principales qui persistent encore aujourd'hui : les Maronites et les Druzes. Au XVI^e siècle sous la domination de l'empire ottoman, défenseur du sunnisme, la

symbiose entre les communautés maronite, druze et chiite s'est transformée en forces d'intégration (Balta, 1990) qui ont permis d'affirmer une spécificité libanaise dans le Mont Liban qui s'est constitué en une entité juridico-politique : l'émirat libanais, les grandes familles puissantes installèrent à partir de ce moment là leur emprise sur la région. Ainsi, les populations dans les villes et villages côtiers étaient traitées différemment des populations du Mont Liban. À partir de 1840, différents conflits entre les communautés vont apparaître et déstabiliser l'entité sociopolitique autonome du Mont Liban. Dans un esprit d'apaisement, une territorialisation des communautés est proposée : les Maronites au nord (vallée de Qadisha) et les Druzes au sud (région du Chouf). Cette séparation confessionnelle va au contraire exacerber les conflits entre les deux communautés (massacre des Maronites en 1860) et déboucher, suite à l'intervention des puissances occidentales, à la mise en place du *moutassarifat* du Mont-Liban (1861-1915), une subdivision de l'empire ottoman qui attribue à la région une certaine autonomie sous le contrôle d'un gouverneur, le *moutassarif* (qui doit être un chrétien non libanais). Débute alors une ère de prospérité et de sécurité qui permet au Mont Liban d'atteindre un niveau de vie « envié de tous ses voisins » (Geahchan, 2014). Ce statut de région autonome, bien que supprimé en 1915 lorsque l'empire ottoman se rallie aux forces allemandes et autrichiennes, a marqué la mentalité des habitants de la montagne qui gardent encore aujourd'hui une mentalité féodale et tribale avec une organisation autour des mêmes familles importantes depuis l'émirat.

1.1.3 Les activités économiques spécifiques

Les activités principales sont l'élevage, l'agriculture (tomates, pommes, pêches, poires, cerises et raisins) et la sériciculture, c'est-à-dire la culture des mûriers pour élever les vers à soie. Cette activité s'est développée suite à la révolution contre la féodalité lorsque tous les terrains furent distribués aux paysans. Elle a contribué à la diminution de l'immigration des paysans vers Beyrouth, la Bekaa et l'étranger.

Entre les années 1960 et 1974, la croissance de l'activité touristique dans la région s'accompagne d'une activité commerciale nouvelle avec la vente et la location des équipements de ski. Le ski au été introduit au début des années 30 par les militaires français qui ont ouvert en 1935 la première école de ski dans le nord du Mont Liban, aux Cèdres, qui est restée une station très pittoresque encore aujourd'hui. Plusieurs stations se sont développées ensuite dans les années 60 et 70 grâce à quelques grandes familles libanaises, qui investirent beaucoup d'argent dans leur région d'origine. La saisonnalité de l'activité touristique, permet aux paysans de maintenir leur activité agricole. De 1964 et 1974, avant le début de la guerre civile, le nombre d'appartements destinés à la location, qu'elle soit saisonnière ou annuelle avait augmenté de 370%. À cette époque, coexistaient une agriculture en déclin et un tourisme en pleine expansion, avec des constructions touristiques qui commençaient à occuper une très grande partie des terres agricoles. Aujourd'hui, le pays du Cèdre compte six stations de ski, dont la plus connue Faraya-Mzaar est une véritable Courchevel libanaise avec ses restaurants, ses hôtels et ses boîtes de nuit. Le tourisme contribue à la moitié de la richesse de la région devant les activités commerciales (21,43%), l'agriculture 14,29%, Finance 10,00% et Industrie 7,14%. Le taux de chômage y est actuellement de 7,14%.

Selon une étude réalisée par le ministère de l'industrie libanais en 2007, le Mont-Liban accueille 49,8% des unités industrielles du pays, et 84 sur les 119 plus grandes entreprises du pays (plus de

100 salariés). Cette concentration relativement élevée explique que 65,5% de la production industrielle totale libanaise soit originaire du Mont-Liban, et que 61,9% du nombre total d'employés y soit été concentrés. Situées dans les environs de Beyrouth, ces entreprises bénéficient de la logistique et des services disponibles dans la capitale : banques, transport, courrier, services techniques. Cette proximité contribue à attirer les investisseurs.

1.1.4 Les vagues d'exode et de contre-exode

Dans le dernier quart du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle environ un quart de la population du Mont Liban part vers les États-Unis, le Brésil, l'Argentine et, dans une moindre mesure, vers l'Europe et l'Égypte. La cause principale de cette vague d'émigration fut la crise qui, dès la fin des années 1870, affecta la filière séricicole en raison de la concurrence asiatique. L'émigration représenta alors une source nouvelle de revenus : les émigrés envoient de l'argent à leur famille et certains reviennent avec un capital important, qui leur permet de construire une nouvelle maison et d'acheter des terres. En 1913, un quart de la population *dumoutassarifata* émigré.

L'exode a repris avec la Première Guerre mondiale et s'est accéléré avec la famine qui a frappé le Liban à cette époque. Beaucoup de résidents du Mont-Liban furent obligés de quitter la région soit pour Beyrouth, soit pour la Bekaa, où les conditions de vie étaient plus faciles. Mais tous n'ont pas quitté leur terre ; ils se sont accrochés et ont essayé de développer leur village. Dans la plupart des cas, ces tentatives de développement étaient le fait d'initiatives individuelles, sans aide du gouvernement. La présence de l'armée française a toutefois fortement contribué à atténuer l'exode au Mont Liban que ce soit sous l'empire ottoman, ou après la guerre civile de 1975. (Greahchan, 2014)

Après 1975, le ministère a accordé un intérêt tout particulier (92% des fonds disponibles, soit 450 millions de dollars) aux déplacés du Grand-Beyrouth et du Mont-Liban, où on comptait 93.369 familles déplacées, dont 69.369 chrétiennes et 23.000 musulmanes. 59% de ces déplacés étaient du Grand Beyrouth, 41% du Mont-Liban.

Aujourd'hui le Mont Liban est largement dépeuplé et dépendant de la capitale. La seule exception notable est la région du Chouf, certes touchée par les exodes douloureux de la guerre, mais dont la composante druze conserve une relative autonomie (Jaulin, 2012).

1.2 La plaine de la Bekaa

1.2.1 Les conditions géographiques, topologiques et climatiques

La plaine de la Bekaa couvre 40% du territoire libanais. Située à l'Est du pays, elle est le point d'intersection des voies d'accès vers la Syrie et le Moyen Orient. Traversée par deux fleuves, l'Oronte et le Litani, et bénéficiant d'un doux climat méditerranéen, la plaine de la Bekaa est un véritable grenier agricole que la Syrie a beaucoup regretté lors de la création en 1920 de l'État libanais sous l'impulsion française et qu'elle tenta de se réapproprier lors de la guerre civile entre 1975 et 1990. Elle y maintint sa présence jusqu'en 2005, la Bekaa se retrouvant coupée en deux entre le Nord syrien et le Sud israélien.

1.2.2 Les fondements historiques, sociaux et religieux

La région est morcelée également sur le plan religieux car elle regroupe une grande diversité de communautés : Chrétiens au centre et au nord, Druzes au sud-est, Sunnites au sud, Chiites vers Baalbek. Cette mosaïque est une véritable poudrière et les tensions liées à la guerre en Syrie qui dure depuis plusieurs années rendent l'équilibre de la région instable et fragile (Flateau, 2013)

1.2.3 Les activités économiques spécifiques

Sur le plan économique, la plaine de la Bekaa connaît un développement dynamique marqué par la reprise des activités agro-industrielles soutenues par les exportations vers l'Egypte et les pays du Golfe. La région de la Bekaa arrive en deuxième position après le Mont-Liban, avec 18,4% des unités industrielles du pays et 15,9% de l'effectif total, mais avec seulement 10% de la production totale. La Bekaa accueille un grand nombre d'industries importantes attirées par la disponibilité de grandes parcelles de terre, et le faible coût de la main d'œuvre (5234 USD/an contre 8039 USD au Mont-Liban et 7335 USD au niveau national). Les activités industrielles sont concentrées dans deux secteurs principaux : la taille et la mise en forme de la pierre ; la transformation et l'emballage des fruits et légume

Dans les années 1950-1960, la Bekaa bénéficiait d'un tissu de petites unités industrielles liées au secteur agro-alimentaire (sociétés viticoles, fromageries, sucreries...) ou à l'exploitation de ressources locales (verrière, fabrique de céramique). Mais à partir de 1960, une vague de nationalisations, initiée par le parti Baas syrien, fit fuir les capitaux de l'autre côté de la frontière (Sanlaville, 1963). La fin de la guerre civile s'accompagna d'une reprise de l'activité agro-industrielle avec le développement de grands complexes capitalistiques. Le secteur viticole, avec l'installation de huit nouvelles entreprises entre 1995 à 2005, et le secteur laitier illustrent bien ce renouveau. Les nouvelles sociétés (Daliah, Libanlait et Dairiday) ont recours à des technologies de pointe (sélection animale, insémination artificielle, mécanisation agricole, automatisation des usines) et bénéficient d'une relative autonomie en eau et électricité (forage de puits et groupes électrogènes). Par contre, cette orientation a créé un développement à deux vitesses : d'un côté, une poignée de grandes entreprises à capitaux élevés et tournées vers le marché international et, de l'autre, une masse de paysans et de petits éleveurs empêtrés dans des problèmes financiers, dans des structures non rentables et sans soutien de la part de l'Etat. Devant ces difficultés plusieurs d'entre eux ont repris la culture du cannabis, faisant fi des risques, dans la mesure où les bénéfices dégagés restent incomparablement élevés par rapport aux maigres revenus tirés du tabac, de la pomme de terre, des céréales ou des vergers (Bennafla, 2006). Plusieurs projets de soutien agricole (financés par des organisations internationales) sont réalisés pour venir en aide aux exploitants de la Bekaa : ils concernent des actions de vulgarisation agricole, l'agriculture biologique, l'éco-tourisme, un appui à la commercialisation et à la gestion de l'eau, mais se traduisent par un certain éparpillement et un manque de coordination régionale. Dans cette région peu investie par l'Etat, les interventions d'acteur privés, associations caritatives, familles, répondent à des logiques différentes et parfois concurrentielles et ne permettent pas d'insuffler un véritable développement.

L'ouverture vers l'international des grandes entreprises (utilisation d'intrants importés et orientation de la production vers l'exportation) témoigne de l'insertion de la Bekaa dans les circuits d'échanges mondiaux, (alors que le Liban a un statut de pays-observateur de l'OMC). Mais les aléas de la géopolitique locale et régionale fragilisent les liens avec les principaux partenaires commerciaux de la Bekaa qui sont les marchés arabes voisins (l'Égypte, les pays du Golfe et du Croissant fertile). Ce fut le cas en 2005 lorsque la frontière syrienne fut fermée (pendant la guerre avec Israël) et c'est le cas actuellement en raison de la guerre en Syrie. Cela rend la région vulnérable.

1.2.4 Les vagues d'exode et de contre-exode

La Bekaa centrale fut souvent marquée par l'exode rural et l'émigration même si Zahleh et sa banlieue ont connu une forte croissance démographique et spatiale, l'émigration, notamment celle des chrétiens, a été forte (Jaulin, 2012).

Actuellement, la vague de réfugiés syriens (estimés à 1 million) qui déferle dans la région depuis le début du conflit syrien en 2011 commence à poser problème : saturation de certaines villes, augmentation du prix de l'immobilier, baisse du prix de la main d'œuvre, concurrence accrue par l'ouverture de boutiques par les Syriens. Il en résulte une aggravation des disparités spatiales et sociales déjà présentes dans le *mohafazat*. Par ailleurs, cet afflux de centaines de milliers de personnes bouleverse l'équilibre multiconfessionnel déjà fragile.

1.3 Le Sud Liban

1.3.1 Les conditions géographiques, topologiques et climatiques

Le Sud-Liban s'étend de la frontière israélienne jusqu'à la rivière Awali au Nord et la frontière syrienne à l'Est. Cette zone géographique regroupe deux gouvernorats (*mohafazats*) : Al Janoub au sud et Nabatiyeh

1.3.2 Les fondements historiques, sociaux et religieux

Dans les années 1960, les Libanais du sud, à majorité chiite, sont les premières victimes du conflit israélo-palestinien. Alors qu'ils souhaitaient se réfugier plus au nord, le "cordon sanitaire" (zone tampon) installé par l'armée libanaise pour assurer la sécurité des habitants du nord les en empêche. Les Chiites se sentent marginalisés, ce qui entraîne un repli communautaire. Les mouvements de résistance s'organisent et conduisent à l'émergence du Amal et du Hezbollah⁴. Leur soutien, basé au départ sur l'aide aux martyrs de la guerre contre Israël, se généralise. Ces mouvements s'instituent progressivement en parti politique mais aussi en acteurs sociaux à travers plusieurs institutions et organisations. Celles-ci financent des écoles, des universités, des hôpitaux et centres de santé, et fournissent des services sociaux considérables. Le Hezbollah en a fait son bastion ; il est tellement présent que le gouvernement est même réticent à jouer un rôle

⁴ Ces deux mouvements de résistance sont localement en opposition, mais ils se sont rapprochés au plan national en 2006, l'aura du Hezbollah étant beaucoup plus importante.

plus important. Par l'intermédiaire de ses organisations, le Hezbollah octroie des micro-crédits pour encourager les initiatives privées, il s'occupe également de planification urbaine. Tout un réseau d'associations compense l'absence de l'Etat et contribue à fixer les populations dans la région.

1.3.3 Les activités économiques spécifiques

Les régions du sud du pays ont été relativement peu industrialisées. Elles détiennent seulement 12,9% des entreprises, 7,3% de la main-d'œuvre et fournissent 5,6% de la production industrielle nationale. L'activité économique principale est basée sur l'agriculture. La population active occupée est moins bien rémunérée qu'à Beyrouth ou dans le Mont-Liban.

La majorité des entreprises du Sud sont des petites unités de moins de 10 travailleurs. La région compte seulement 5 grandes entreprises opérant dans l'industrie alimentaire et les boissons, les machines électriques et l'impression. Le manque d'infrastructures modernes, l'absence de services, et l'insécurité généralement associée à la région ont éloigné les investisseurs de cette partie du pays. Les conflits presque constants entre les forces israéliennes et le Hezbollah fragilisent l'ensemble des activités. La situation des familles rurales pauvres dépendantes de l'agriculture est précaire, le soutien apporté par les associations est primordial.

1.3.4 Les vagues d'exode et de contre-exode

Cette région, fortement marquée par les conflits avec Israël qui durent depuis 1948 et fut régulièrement envahie par l'armée israélienne. La population du Sud Liban est restée sous l'occupation de Tsahal et de l'Armée du Liban Sud (ALS) pendant 22 ans (de 1978 à 2000)⁵. Nabatieh est historiquement une grande région d'exode rural et d'émigration. Mais la guerre l'a transformée aussi en refuge pour des déplacés de régions plus exposées.

1.4 Facteurs de contingence et mécanismes d'attractivité

1.4.1 Un point sur la théorie de la contingence

Les travaux de l'école de la contingence (Burns et Stalker, 1961 ; Woodward, 1965) s'intéressent à l'influence des variables de contexte (facteurs de contingence) sur les caractéristiques des organisations. Initialement orientée vers la compréhension du management de l'entreprise en tant que système (Laurence & Lorsch, 1967), cette théorie a montré que plus l'environnement est stable, plus les organisations ont tendance à adopter une structure formalisée. Inversement, un contexte instable nécessite plus de flexibilité de la part des organisations et la structure est de plus en plus *ad hoc* (Mintzberg, 1998). Selon Burns et Stalker (1961), la complexité et l'incertitude caractérisent l'instabilité et conduisent soit à des structures organiques (par opposition à mécanistes pour un environnement stable).

⁵ La dernière intrusion israélienne au Sud Liban eut lieu en 2006. Le nombre de morts et de blessés au 12 août 2006 est estimé à plus de 1100 libanais tués, des milliers de blessés et environ 1 million de personnes ayant fui les bombardements

Transposée au niveau d'un territoire, ce type d'approche conduit à considérer le territoire comme une organisation et à analyser ses choix et orientations économiques en fonction de son environnement. Dans le contexte instable du Liban, des réponses « organiques » du territoire semble être les plus adaptées. Il s'agit d'intégrer les facteurs de contingence de sorte que les actions de développement correspondent à un processus spécifique. Notre analyse précédente a permis de cerner des facteurs de contingence qui influent, selon des mécanismes différents, sur la configuration des territoires observés. Chaque territoire, selon ses spécificités, s'est adapté à un contexte complexe et incertain grâce à des mécanismes *ad hoc*.

1.4.2 Attractivité par gouvernorat

Notre approche est analytique (par opposition à systémique) au sens où nous ramenons un territoire (gouvernorat) à ses éléments constitutifs et caractéristiques pour les étudier et comprendre comment leur interaction déclenche un mécanisme d'attractivité spécifique.

Gouvernorat	Facteurs de contingence	Mécanismes d'attractivité
Mont Liban	bois, sériciculture, concentration de grandes entreprises mentalité montagnarde, collusion entre les communautés, ski, forte présence des Français par le passé. <u>Domine</u> : facteurs culturels (mentalité montagnarde : esprit de coopération) et géographique (tourisme d'hiver et proximité de Beyrouth)	À proximité de Beyrouth, le Mont Liban a pu développer des activités de tourisme hivernal très lucratives car destinées à une clientèle aisée. Le tourisme offre deux avantages majeurs : <ul style="list-style-type: none"> - il s'appuie sur un réseau de services liés à des emplois qui ne nécessitent pas forcément beaucoup de qualification - et permet aux agriculteurs une pluriactivité qui compense la saisonnalité des deux activités (agriculture, ski).
Bekaa	grands groupes agro-industriels, forts afflux de population et de réfugiés. <u>Domine</u> : atout géographique et climatique	La Bekaa est un territoire envié par sa fertilité qui en fait le grenier du Liban et a permis le développement d'une industrie agro-alimentaire dynamique.
Sud Liban	rente (maffieux), tissu associatif actif. <u>Domine</u> : facteur politico religieux	La forte présence d'un tissu associatif dynamique , du Hezbollah et de Amal qui interviennent au plus près des populations sur les plans politiques, économiques et sociaux, compense l'absence de l'Etat

Source : auteurs

Tableau 1 : facteurs de contingence et mécanismes d'attractivité

On constate que chaque gouvernorat présente un schéma qui lui est propre et que les facteurs d'attractivité ne font ressortir aucune constante entre les mécanismes. Les territoires sont l'expression des contingences interprétées et exploitées par les acteurs locaux. Le milieu dans

lequel ils évoluent les influence dans le choix des projets communs et conditionne les orientations du développement local. Ces facteurs de contingence relèvent de la géographie et morphologie du territoire mais aussi de l'histoire, des cultures et valeurs locales et étrangères qui au fil du temps s'interpénètrent pour spécifier le territoire, au sens de « construit social ». Aussi pour rendre attractive la région de Akkar, il faut parvenir à déclencher un processus d'émergence et d'activation des spécificités à partir des facteurs de contingence (Pecqueur, 1992).

2 – Rendre attractive la région de Akkar

Situé dans le gouvernorat du Nord, la plaine du Akkar est située à l'extrême Nord-Ouest du pays. De forme triangulaire, elle est limitée à l'Ouest par un cordon de dunes mortes qui la sépare de la mer, et au Nord, par le Nahr El Kébir, frontière avec le territoire syrien. À l'Est, elle s'adosse aux plateaux du Akkar qui culminent à une centaine de mètres. Elle est traversée par plusieurs rivières et possède des nappes phréatiques assez abondantes. Malgré des avantages naturels incontestables, cette plaine est médiocrement mise en valeur. Elle montre toutes les caractéristiques d'une communauté rurale pauvre et relativement isolée. Comment rendre cette région dynamique ? Notre posture se veut non déterministe au sens où l'approche par les facteurs de contingence renvoie à un territoire acteur qui, dans un contexte difficile et instable doit intervenir pour déclencher les conditions nécessaires à un dynamisme économique local.

2.1 – Une région pauvre

Cette région est la plus rurale du Liban (80% de sa population). Elle est spécialisée dans la culture céréalière qui occupe plus de la moitié de la superficie cultivée et les deux-tiers des terres non irriguées ; le blé domine nettement. Les terres irriguées sont utilisées pour la culture des pommes de terre, des oignons et de divers légumes qui arrivent à concurrencer les produits de la plaine de Bekaa car ils arrivent plus précocement sur les marchés. Les pentes qui dominent la plaine à l'Est et au Sud-Est sont consacrées aux cultures méditerranéennes classiques : oliviers, figuiers, vigne. Un tiers des terres cultivées n'est jamais irrigué et le reste l'est par moitié seulement chaque année, grâce aux eaux de dérivation des rivières. L'eau manque en été mais inonde en hiver en raison d'un système de drainage rudimentaire ou inexistant (Sanlaville, 1963).

C'est la région la plus défavorisée du Liban sur le plan social et sanitaire. Les infrastructures, services d'éducation et de santé sont de mauvaise qualité ou inexistantes. Elle enregistre les plus mauvais indicateurs de développement et le taux de pauvreté le plus élevé. En 1998, 63,3% des familles de la région vivaient en dessous du seuil de pauvreté. Akkar a le niveau de revenu individuel moyen le plus faible et le taux d'analphabétisme le plus élevé au Liban. Le taux de dépendance⁶ qui est le plus élevé du pays : 86,6% par rapport à 56,8% au niveau national selon le ministère des Affaires sociales (1998). Le nord du Liban enregistre le pourcentage le plus élevé

⁶C'est le rapport du nombre d'individus supposés « dépendre » des autres pour leur vie quotidienne – jeunes et personnes âgées – et le nombre d'individus capables d'assumer cette charge.

d'enfants qui travaillent, selon le Multiple Indicator Cluster Survey (2009) avec un taux de 3,5% contre 1,9% au niveau national. Ce pourcentage est le plus élevé pour les garçons entre 12-14 ans.

	Taille du ménage	0-14 ans	15-64 ans	65 et plus	Taux de dépendance
Akkar	5.95	41.1	53.6	5.4	86.6
Liban	4.65	29,3%	63.8%	6.8%	56.8%

Source : PNUD, Ministère des affaires sociales, étude sur les conditions de vie au Liban, 1998

Tableau 2 : Structure par âge et par taille des ménages dans le district de Akkar

La plaine du Akkar est restée longtemps à l'écart des transformations qui ont marqué le pays pour des raisons géographiques (éloignement de la capitale, climat plus froid avec des gelées sévères) mais aussi et peut-être surtout en raison de la structure agraire basée sur la grande propriété traditionnaliste. La région a été gouvernée pendant les 800 dernières années par les émirs et les beys de la famille "Merheb" qui étaient les propriétaires de la majorité des terrains d'Akkar, à l'exception de la partie nord, gouvernée par les aghas la famille "Al Dandachi" (Dumont, 2005). Les grands propriétaires terriens (plus de 10 ha) détiennent les 3/4 des surfaces cultivées et 6 % d'entre eux concentrent plus de la moitié des terres. De plus, la propriété est souvent indivise et revient à un grand nombre d'ayant-droits, ce qui ne favorise pas une exploitation rationnelle. Si la mécanisation est maintenant généralisée, l'évolution est venue tardivement, et de l'extérieur, notamment des cultivateurs de la Bekaa qui souhaitaient profiter du décalage des récoltes et des prix plus rémunérateurs.

C'est un désert industriel, ce secteur ayant toutes les difficultés à surmonter les défis qui se dressent dans cette région marqué par un immobilisme paralysant. Halba, chef-lieu de district, n'est qu'un bourg modeste qui n'attire guère que les fonctionnaires.

Paradoxalement, malgré sa situation isolée et son caractère rural, le caza de Akkar est très densément peuplé. D'après les données recueillies par les bureaux d'enregistrement, Akkar a connu une croissance démographique de 7,4% entre 2007 et 2012 et a atteint une population de 448 584. Mais la région est actuellement menacée par l'exode rural carce dynamisme démographique ne s'est pas traduit par un plus grand dynamisme économique comme on peut le voir dans le tableau suivant qui récapitule les recettes fiscales dans les principales régions du Liban (hors Beyrouth).

Région	Caza	2012	2013	2014
Akkar	Akkar	7.717.778.433	7.263.986.000	9.936.091.000
Mont Liban	Maten	180.365.982.226	195.135.556.312	215.318.258.465
Mont Liban	Baabda	146.083.334.046	171.560.902.320	192.677.474.364
Bekaa	Zahlé	62.702.475.722	60.663.040.913	70.376.358.205
Liban Sud	Saida	83.808.290.600	85.699.600.595	98.260.728.440

Source : auteurs à partir des chiffres des caisses fiscales du ministère de finance (LBP)

Tableau 3 : Recettes fiscales

Ces chiffres⁷, recueillis auprès des services du ministère des finances, correspondent aux impôts payés à la caisse fiscale dans les cazas. Il est important de mentionner que le secteur agricole est exonéré de l'impôt au Liban. Par rapport à des cazas de la Bekaa, du Mont Liban et de Liban Sud, on voit à quel point le Akkar est en retard économiquement et/ou que son économie est essentiellement agricole.

Le tableau ci-dessous répertorie les populations par gouvernorats et districts pour comparer les évolutions démographiques entre 1974 et 2008. Il n'y a pas eu de recensement officiel au Liban depuis le mandat français dans les années 1930, aussi malgré l'effort de recoupement des chiffres par les auteurs, la précision des chiffres avancés ne peut être garantie. Toutefois, ce récapitulatif nous apparaissait important pour comparer les dynamiques démographiques par mohafazats. D'après nos estimations, Beyrouth arrive en tête pour le taux de variation de sa population entre 1974 et 2008, suivi du Sud Liban, de la Bekaa, du Liban Nord et enfin du Mont Liban. Ce que ce tableau nous montre de façon évidente c'est que, à la différence des autres gouvernorats, Liban Nord voit ses chiffres phagocytés par la présence de la deuxième ville la plus importante du Liban : Tripoli. Si l'on calcule le taux de variation de la population sans le district de Tripoli, on passe de 86% à 24 % !

Gouvernorats (Mohafazats)	Districts (cazas)	Population 2008	Densité (hab/km2) 2008	Population 1974	Densité (hab/km2) 1974	taux de variation
Beyrouth		1800000		474870	26382	279%
	Beyrouth (ville)	361366	18068			
Mont Liban		1315122	579	833055	427	58%
	Baabda	371882	865			
	Aley	104000	310			
	Metn	487000	1449			
	Kesrouan	123600	368			
	Chouf	166140	335			
	Jbeil	62500	145			
Bekaa		400667	124	203520		97%
	Zahlé	125000	294			
	Baalbek	157000	68			
	Hermel	38975	77			
	Rachaya	24000	49			
	Bekaa occidentale	55692	131			
Nabatiyé		163000	221	(cf. Liban Sud)		
	Nabathieh	92000	418			
	Marjayoun	41000	155			
	Hasbaya	30000	136			

⁷ Collectés par les auteurs auprès des caisses fiscales de Zahlé dans la Bekaa, de Saïda au Sud, du Mont Liban (Baabda et Maten), et Akkar.

	Bint-Jbeil	58 300	174			
Sud-Liban		360848	441	249945	124	109%
	Sidon	207500	755			
	Jezzine	15000	62			
	Tyr	138348	507			
Liban Nord		680284	1362	364935	187	86%
	Tripoli	228000	8444	Sans Tripoli		
	Akkar	198174	251			24%
	Zghorta	53000	67			
	Bcharré	17000	108			
	Batroun	35000	122			
	Koura	53110	306			
	Minieh-Denieh	96000	235			

Sources : auteurs à partir de recoupements entre plusieurs documents dont « La population du Liban », CICRED Series, World Population Year, 1974 (p. 60) et les informations du site wikipédia.

Tableau 4 : évolution entre 1974 et 2008 de la population libanaise par gouvernorat et district

Tripoli est la destination privilégiée de l'exode rural du Liban Nord mais aussi d'autres régions. Mais aujourd'hui, à l'instar de la plaine de la Bekaa, la plaine de Akkar, frontalière avec la Syrie, est une zone d'accueil des réfugiés. Cette situation aggrave la situation économique de la région. En réalité, c'est l'ensemble du pays qui souffre du conflit en Syrie. Selon l'institut de la finance internationale, le Liban a subi un manque à gagné de 17,1 milliards de dollars entre 2011 et 2014, soit 9% du PIB cumulé sur la période.

2.2 – Diagnostic du caza de Akkar : analyse SWOT

Dans un objectif d'aménagement durable des terres à travers le développement d'un plan stratégique régional de développement durable (PSRDD), nous avons organisé un atelier réunissant un certain nombre de chefs de fédérations de municipalités, des maires de villages et des acteurs clés de la région de Akkar. Parallèlement des rencontres individuelles avec des chefs des municipalités de la région ont permis de compléter nos informations.

L'analyse SWOT, destinée à souligner les forces, faiblesses, opportunités et menaces de la région de Akkar, va nous aider à mettre en évidence les facteurs fondamentaux internes et externes qui doivent être pris en compte pour l'élaboration de stratégies de développement. Cette étude a été préparée sur la base de données obtenues à partir d'entretiens avec des acteurs locaux tels que des administrations et des organisations intervenants dans l'éducation, le développement social, la santé, la culture et les loisirs, le tourisme mais aussi dans les infrastructures et l'environnement (Parc Naturel de Akkar), l'agriculture, l'industrie, la banque et le commerce.

Points forts

- De grandes superficies de terres arables et de pâturages sont disponibles pour le développement de l'élevage et des cultures.
- La topographie de la région permet la mécanisation de la récolte et les plantations à grande échelle.

-Disponibilités en eau

- La diversité climatique permet la diversité des produits et l'exclusivité de certains autres (Graines de sésame, arachide)
- Existence d'une main d'œuvre disponible
- Proximité de la frontière pour les exportations.
- Possibilité de début de production sans concurrence sur le marché (pomme de terre, raisins de table)

Points faibles

- Région éloignée des principaux marchés locaux, ce qui affecte les coûts de transport.
- Système de propriété des terres (basé sur une propriété privée héréditaire) qui se traduit par une fragmentation et des petites superficies (entrave l'investissement et les économies d'échelle).
- Manque d'infrastructures adéquates de distribution d'eau, ce qui se traduit par un système d'irrigation inefficace des fuites, du gaspillage.
- Absence de lois pour une utilisation raisonnée de l'eau.
- Main-d'œuvre non spécialisée, avec des compétences limitées
- installations insuffisantes pour le stockage, le calibrage et l'emballage des produits finis.
- Unités agro-traitement limitées.
- Absence de pépinières modernes fournissant aux agriculteurs de nouvelles variétés de graines et porte-greffes.
- Pas de système de crédit agricole approprié, il en résulte une forte dépendance des agriculteurs vis-à-vis des fournisseurs d'intrants et de services ainsi que des intermédiaires.

Opportunités

- La polyculture et les cultures fourragères sont essentielles pour développer l'élevage, principalement la volaille et les produits laitiers
- La disponibilité de grandes quantités de diverses cultures
- La création d'un parc naturel et la présence d'activités touristiques sont une occasion de développer l'agro-tourisme
- La présence de sols basaltiques dans certaines parties sont l'occasion de diversifier la production : kiwi, châtaigne, fleurs coupées, organique produits ...
- La longue saison de végétation dans la plaine côtière est une occasion de diversifier la rotation des cultures et d'introduire le soja de fourrage.
- La présence de l'institut Libanais de recherche agricole est une occasion de promouvoir les bonnes pratiques agricoles, l'agriculture de conservation et d'autres nouveaux systèmes agricoles
- La présence de certains groupes de producteurs actifs, centres de vulgarisation et des projets comme un moyen de la diffusion de l'information et le renforcement des capacités
- Réhabilitation de l'aéroport René Mouawad.

Menaces

- défaillances de la sécurité à la frontière avec la Syrie et à Tripoli, qui est le principal marché et le passage obligé sur la route pour Beyrouth
- Prévalence des activités de contrebande à la frontière (lorsque la sécurité est assurée), qui peut parfois nuire à la commercialisation des produits locaux
- La forte pression démographique sur les ressources naturelles (notamment l'eau) : problème d'irrigation, diminution des terres arables

- mauvaise gestion et malversations (la production intensive, l'absence de la rotation des cultures, les opérations de terrain inappropriées, l'irrigation par rigoles ...) affectant cultures qualité (eaux usées non traitées utilisées pour l'irrigation, les résidus de pesticides ...) et le rendement, l'épuisement des ressources halieutiques, les pâturages et l'augmentation de l'érosion et de la salinité des sols.
- Tendance à la hausse des phénomènes climatiques extrêmes (inondations, sécheresses, vagues de chaleur, le vent et tempêtes de neige), avec des impacts ultérieurs en affectant le secteur agricole. La préparation limitée du gouvernement et de la résilience minimale de l'agriculture communautés à de tels risques

2.3 – Pistes de réflexion

Les parcelles de terrain sont d'héritage féodal et cet état de fait empêche leur exploitation dans des projets commerciaux, industriels ou agricoles plus modernes et dynamisants. Il importe de régulariser cette situation par la mise en place de lois foncières adaptées et par des allègements fiscaux. L'agriculture locale pourra se transformer et s'appuyer sur le petit commerce, sur des coopératives (l'huile d'olive) et des industries de transformation (jus de fruits, confiture et produits laitiers) sachant que la région est riche en matières premières. La création d'un grand marché (souk) couvert vendant les productions locales (légumes, fruits viandes et poissons), où peuvent s'approvisionnent les restaurants, soutiendra l'activité locale. Mais ces produits pourront également s'exporter facilement compte tenu de l'emplacement géographique des lieux (trajets et coûts réduits).

La réouverture de l'aéroport du Président René Mouawad faciliterait le déplacement des personnes et des marchandises et favoriserait l'écotourisme dans la région sachant que le Akkar dispose de sites historiques remarquables et de sources d'eau sulfureuse et tiède pour un tourisme de cure et de santé.

L'examen des spécificités de la région de Akkar met en évidence la possibilité pour le territoire d'orienter ses choix de développement vers un système productif basé sur un tissu de petites et moyennes entreprises spécialisées dans le secteur agro-touristique.

Conclusion

L'étude des mécanismes d'attractivité des territoires du Mont Liban, de la Bekaa et du Sud Liban met en évidence des processus « situés » au sens où ils diffèrent selon les gouvernorats. Chaque région s'est adaptée au contexte instable du pays, sur la base de spécificités qui, par définition ne sont pas reproductibles. Aucune recette tout faite ne peut donc être appliquée pour stimuler le contre-exode dans la région la plus pauvre du Liban : la plaine de Akkar. Son attractivité doit se construire autour de l'identité de son territoire, de ce qui le caractérise. Les informations récoltées dans le cadre de l'atelier que nous avons organisé nous conduisent à proposer la valorisation de l'initiative privée avec l'appui de l'Etat afin de stimuler l'émergence d'un système productif local autour d'un réseau de petits agriculteurs et d'entrepreneurs dans le domaine agro-touristique.

Références bibliographiques

- BALTAP., CORM G. (1990), *L'Avenir du Liban dans le contexte régional et international*, Editions de l'Atelier, 310 p.
- BENNAFLAK., (2006), Le développement au péril de la géopolitique : l'exemple de la plaine de la Bekaa, *Géocarrefour*, vol.84/4, mis en ligne le 19 octobre 2007, consulté le 07 juin 2015. URL : <http://geocarrefour.revues.org/1644> ; DOI : 10.4000/geocarrefour.1644
- BURNS T., STALKER G. M., (1969), The Management of Innovation, *The Economic Journal*, vol.79, n°314, London, pp. 403-405
- CORMG., (2012), *Le Liban Contemporain*, Editions La Découverte, Paris, 432 p.
- DUMONT G.F., (2005), Les populations du Liban, *Outre-terre*, n°13, pp. 419-445
- FLATEAU C., (2013), la bekaa, un territoire stratégique sous influence, *Les clés du Moyen Orient*, <http://www.lesclesdumoyenorient.com/La-Bekaa-un-territoire-strategique.html>(page consultée le 02/06/15).
- GEACHAN R.,(2014), La question libanaise, deuxième partie : le Mont Liban pendant la période ottomane, *Les clés du Moyen Orient*, <http://www.lesclesdumoyenorient.com/La-question-libanaise-troisieme.html>(page consultée le 02/06/15).
- JAULIN T., (2012), Démographie et politique au Liban sous le Mandat, *Histoire & mesure*, <http://histoiremesure.revues.org/3895> (consulté le 02 juin 2015)
- LABAKI B.,ABOU RJEILYK. (1995), Bilan des guerres du Liban : 1975-1990, *Population*, 50e année, n°1, pp. 217-221.
- LAWRENCE P. R., LORSCH J. W. (1967), *Organization and Environment: Managing Differentiation and Integration*, Harvard Business School Press, Boston.
- MINTZBERG H., (1998), *Structure et dynamique des organisations*, Éditions d'Organisation, Paris, 440 p.
- PECQUEUR B., ZIMMERMANN J-B. (coord.), (2004), *Economie de proximités*, Lavoisier/Hermès, Paris, 264p.
- SANLAVILLEP.,(1963), Les régions agricoles du Liban, *Revue de géographie de Lyon*, Vol. 38, n°1, pp. 47-90, http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/geoca_0035113X_1963_num_38_1_1751
- VERDEIL E., FAOURG., VELUTS., (2013), Population et peuplement, *Atlas du Liban, territoires et société*, chapitre 3, Presses de l'Ifpo (institut français du Proche-Orient), pp. 64-90.
- WOODWARDJ., (1965), *Industrial organization: Theory and Practice*, Londres, Oxford University Press, 281 p.